

COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONCERTATION
DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR L'ETUDE
A MI-PARCOURS DU DSRP AU SENEGAL
(Café de Rome, 16 mars 2002)

Cette rencontre du 16 mars 2002 a eu lieu au Café de Rome en présence de plusieurs représentants d'organisations de la société civile, de syndicats, de mouvements féminins et d'organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales.

Elle fait suite à une réunion tenue dans les locaux de AIDE TRANSPARENCE le 23 janvier 2002 ; dont l'objectif était d'impulser une large participation de la société civile dans l'exercice d'analyse du DSRP développé par AT après la restitution de l' « Etude comparative des processus de participation aux Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) : cas du Sénégal et du Burkina Faso » effectuée par OXFAM AMERICA et ENDA Dialogue-Politique. Elle avait permis de recueillir les recommandations de la société civile dans l'élaboration des termes de référence des trois consultants de haut niveau chargés de mener une analyse critique du DSRP au Sénégal.

Ainsi cette rencontre à mi-parcours du 16 mars 2002 était l'occasion pour les consultants de présenter les résultats de leurs travaux et pour la société civile d'évaluer ces résultats et le respect des termes de référence, avant la restitution de l'étude le 23, 24 et 25 Mai 2002, lors des Assises Nationales de la Société Civile.

L'ordre du jour de la Réunion a porté sur les points suivants :

- ✓ Présentation des résultats de recherche des consultants ;
- ✓ Les caractéristiques et les causes de la pauvreté et les fondements théoriques et politiques du DSRP ;
- ✓ La stratégie de lutte contre la pauvreté et ses déterminants socio-économiques ;
- ✓ La dimension genre du DSRP ;
- ✓ Préparation de la réunion quadripartite de restitution des 23, 24 et 25 Mai 2002.

Introduction des débats

En sa qualité de maître d'œuvre de la réunion, le Directeur d'Aide Transparence a effectué un bref historique de cet exercice et a rappelé son objectif principal qui est de permettre à la société civile, grâce à une démarche participative:

- De porter un regard plus approfondi sur le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté et surtout de juger sa pertinence par rapport à son but de « diminution de la pauvreté de 15% à l'horizon 2015 au Sénégal » ;
- Ensuite de rechercher des alternatives de développement démocratique crédibles;
- Et enfin de proposer au Gouvernement du Sénégal, par le biais d'un plaidoyer responsable, la contribution de la société civile au processus de développement du pays.

Les trois consultants ayant fait les études sur les différents volets du DSRP ont été présentés, en montrant leur parcours professionnel.

Présentation des résultats des travaux du Professeur Boubakar LY

Le Professeur Ly a présenté la méthodologie qu'il a utilisée pour mener son étude, en particulier une enquête socio-anthropologique avec pour thème général : la perception de la pauvreté par les populations dites pauvres.

Pour recueillir les vécus de ces populations, deux méthodes d'enquête participative ont été adoptées : l'entretien semi-directif individuel dont le thème est la représentation de la pauvreté pour l'enquêté et le focus groupe qui permet d'avoir le vécu de la pauvreté en tant que groupe.

Les discussions sont divisées en quatre parties :

- La façon de vivre la pauvreté : ses causes, son acceptation, la volonté d'en sortir et la possibilité de le faire ;
- Les stratégies de survie : adaptation à la situation de pauvre, l'aide reçue, sa nature et sa modalité ;
- Les stratégies de sortie : les actions à entreprendre ;
- La perception des conditions de sortie : les actions à entreprendre par les pouvoirs publics, la société civile.

Les quatre éléments récurrents dans la définition de la pauvreté par les enquêtés sont les notions de : « manque », « dignité », « religion » et « destin » qui est en réalité un moyen de compensation. Le Professeur Ly a mis en relief le fait que l'étude procédera également à une revue critique de littérature, à identifier les causes répétées des échecs concernant le 'lutte contre la pauvreté » et à identifier des pistes alternatives pour sortir le Sénégal de la crise endémique et quasi permanente qui inhibe ses efforts de développement depuis plusieurs décennies.

Présentation des résultats des travaux du Docteur Maréma TOURE

Pour le Docteur Touré, la dimension Genre est occultée dans le DSRP du fait des conditions d'élaboration du document. Il apparaît aussi dans ledit document une assertion très controversée : « les ménages dirigés par des femmes chefs de famille sont moins pauvres que ceux dirigés par des hommes ». Ce qui entraîne une contradiction avec le fait que les femmes soient considérées comme un groupe vulnérable.

L'objectivité et la crédibilité des concepteurs du document ont été remises en cause avec la non prise en compte de situations nouvelles imputables à la recrudescence de la pauvreté comme la prostitution masculine.

Le Docteur Touré a également passé en revue les politiques poursuivies par le Gouvernement du Sénégal en matière de promotion féminine puis de genre depuis 1960. Elle a, en outre, suggéré des alternatives qui puissent permettre d'intégrer la dimension genre dans le processus du développement.

Présentation des résultats des travaux du Professeur Makhtar DIOUF

Le DSRP du Sénégal, qui a pour référence le « Manuel de réduction de la pauvreté » de la Banque Mondiale, apparaît comme un document incohérent, un assemblage de divers inputs des participants à son élaboration. Le diagnostic de la pauvreté est insuffisant et les nouvelles formes de ses manifestations, notamment dans l'éducation et la santé, ne sont pas évoquées ainsi que ses conséquences directes ou indirectes sur la dégradation de l'environnement. Aussi l'ordre économique international, la dégradation des termes de l'échange et ses conséquences sur l'économie sénégalaise n'ont pas été mentionnés dans le DSRP.

Le professeur Diouf a exhorté les participants à porter leur attention sur les termes économiques, comme la croissance, l'élimination de « l'Etat gendarme » utilisés par les partenaires financiers des pays pauvres et les conditions défavorables accompagnant les aides octroyées.

La nouveauté avec le DSRP, qui est le prolongement des Programmes d'Ajustement Structurel ou encore un ajustement à visage humain, est la reconnaissance de la pauvreté comme un déterminant dans la définition de stratégies de développement.

Les discussions, suite à la présentation des consultants, ont concerné les points suivants :

- La coordination de la participation de la société civile à cet exercice, et aux questions économiques du Sénégal en générale: les participants ont insisté sur la nécessité de regrouper toutes les entités de la société civile, de mobiliser la base et les individus agissant sur le terrain, pour une structuration de la société civile elle-même et de ses positions face aux questions stratégiques. Des assises nationales, puis sous régionales, de la société civile sont envisagées et il a été suggéré que AT en soit le maître d'œuvre avec la participation de toutes les organisations de la société civile.
- La pertinence du DSRP sénégalais : le document est considéré comme une nouvelle présentation des politiques impopulaires d'ajustement structurel qui ont entraîné une paupérisation croissante de la classe moyenne sénégalaise. De plus, comme le DSRP a pour ambition de réduire la pauvreté de 15% seulement d'ici 15 ans, la définition du pauvre sénégalais aujourd'hui sera t-elle la même dans 15 ans ?
- L'utilité de l'annulation de la dette des pays pauvres : pour certains participants la lutte contre la pauvreté ne repose pas entièrement sur l'annulation de la dette. Il faut s'appuyer sur les ressources locales, l'aide extérieure ne peut développer ipso facto le pays ni réduire la pauvreté. Des mécanismes bien réfléchis reposant sur l'éducation, l'agriculture et la décentralisation entre autres doivent être mis en place et exécutés efficacement.
- La restitution des résultats de l'étude : AT doit mettre le rapport final sous un format accessible à tous, surtout sur le plan rédactionnel. Les trois consultants doivent fournir à la société civile un outil de plaidoyer crédible et consensuel.